



Maître d'Ouvrage

METEO-FRANCE

73, Avenue de Paris - 94165 SAINT MANDE

Opération

**RENOVATION ENERGETIQUE ET RESSERREMENT
DU CENTRE METEOROLOGIQUE D'AJACCIO
C A M P O D E L L ' O R O - 2 0 0 9 0 A J A C C I O**

Phase/ Document

**D.C.E.
DESCRIPTIF - CCTP**

**PRESCRIPTIONS COMMUNES
A TOUS LES CORPS D'ETAT**

Date - Version

FEVRIER 2026 - V1.02

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT****I - OBJET**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), qui a pour objet de définir les conditions d'exécution des travaux de **renovation énergétique et resserrement du Centre Météorologique d'Ajaccio, sis à Campo Dell'Oro à AJACCIO** (Corse du Sud), complète ou rappelle le Cahier des Clauses et Conditions Générales (C.C.C.G.) ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable au Marché.

Aucune dérogation au C.C.T.P. ne sera admise.

Cette intervention est menée par **METEO FRANCE**, Maître d'Ouvrage.

NOTA : Les entrepreneurs devront se reporter aux textes de réglementation et normes en vigueur correspondant au classement des locaux relevant du Code du travail.

L'ENSEMBLE DES TRAVAUX EST DÉCOMPOSÉ EN 7 LOTS SÉPARÉS :

Lot 01 : Démolitions / Maçonnerie / Divers,

Lot 02 : Etanchéité,

Lot 03 : Isolation Thermique par l'Extérieur (ITE),

Lot 04 : Menuiseries,

Lot 05 : Finitions (*Cloisonnement / Faux-plafond / Peinture*),

Lot 06 : Electricité (*Courants Forts et faibles*),

Lot 07 : CVC / Plomberie.

Les présentes clauses techniques sont valables pour tous les travaux à effectuer sur l'ensemble du site.

**AVANT TOUTES INTERVENTIONS
ET AFIN DE POUVOIR RÉPONDRE AU PRÉSENT APPEL D'OFFRE
LA VISITE DES LIEUX D'INTERVENTION EST OBLIGATOIRE**

L'entrepreneur du présent lot ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une erreur ou omission concernant le présent document.

Nota important :

- Les entrepreneurs du présent dossier ne pourront en aucun cas se prévaloir d'une erreur ou omission concernant le présent document.
- La prestation comprend la fourniture à pied d'oeuvre de l'ensemble des matériaux constitutifs ou de l'ouvrage préfabriqué le cas échéant, et celle de tous les équipements et accessoires requis.
- La prestation comprend toutes autres sujétions de fourniture, d'acheminement, de livraison à pied d'oeuvre, de stockage et de mise en oeuvre, y compris les études, les essais, les contrôles, la réalisation des réservations et la main d'oeuvre nécessaires au parfait achèvement, ainsi que l'évacuation des matériaux excédentaires
- La prestation comprend également toutes sujétions liées à la réalisation des travaux en site occupé
- Toutes les côtes des ouvrages existants figurant sur tous les documents graphiques du DCE (plans coupes façades et détails architectes), sont données à titre indicatif. Il appartiendra aux entreprises de procéder à des relevés sur place afin de vérifier et modifier le cas échéant, avant production de leurs documents d'exécution.
- La Maîtrise d'Ouvrage attire l'attention sur le fait que l'ensemble des travaux seront réalisés en site occupé et que l'ensemble des missions de service public et des activités des services de METEO FRANCE seront maintenus. Un plan de prévention devra être établi par le chef d'établissement et sera opposable aux entreprises intervenant sur le site. Ce plan de prévention viendra en complément du Plan Général de Coordination (PGC) établi par le Coordonateur Sécurité et Protection de la Santé (C.SPS) désigné par le Maître d'Ouvrage pour cette opération. De plus, aucun stockage de matériaux / matériels ne devra encombrer les circulations horizontales et verticales et les livraisons devront impérativement être organisées en dehors des heures d'arrivée / départ du personnel. Enfin, tous travaux sujets à désagrément (Bruit, poussières, ...) devront faire l'objet d'une planification spécifique avec autorisation préalable du Maître d'Ouvrage et Maître d'Ouvre.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**II - PRESCRIPTIONS COMMUNES****II.1 - PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES**

Les entrepreneurs se référeront pour tous les ouvrages cités au C.C.T.P., aux Règlements de construction et aux Normes Françaises en vigueur.

Ils prendront en compte les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et, d'une façon générale, toutes prescriptions particulières applicables, celles des sociétés concessionnaires, notamment pour les raccordements aux réseaux (eau, électricité, téléphone, égouts) et pour les services publics (P.T.T, ordures ménagères etc...);

Les prescriptions particulières relatives à l'isolation acoustique, à l'isolation thermique et à la sécurité incendie sont précisées à l'article Caractéristique des ouvrages du C.C.T.P.

D'une façon générale, il est indiqué que tous les matériaux concernés par les présentes prescriptions devront être présentés par les entrepreneurs avec tous les échantillons, procès verbaux, documentations et justifications nécessaires. En cas d'insuffisance de renseignements, le Maître d'Oeuvre pourra demander à l'entrepreneur et à la charge de celui-ci tous essais ou calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé.

Toutes les réceptions, pour les corps d'état concernés par les présentes prescriptions, comprendront des essais de contrôle destinés à vérifier la qualité des matériaux et matériels utilisés ainsi que leur mise en oeuvre. Les conditions de réalisation des essais de contrôle sont précisés à l'article CONTROLES ci-après.

II.2 - REGLES DE L'ART**II.2.1. Documents généraux**

Seront considérés comme Règles de l'Art et de ce fait applicables contractuellement au Marché d'entreprise, les Documents Techniques Unifiés, Cahiers des Charges et Règles de Calcul D.T.U., les exemples de solutions pour satisfaire au Règlement de Construction, figurant dans le R.E.E.F. et les prescriptions techniques générales, publiés par le C.S.T.B., ainsi que les règles professionnelles éditées par la Fédération Nationale du Bâtiment, parus à la date du C.P.S.

En tout état de cause, les matériaux ou techniques non normalisées mis en oeuvre, devront faire l'objet d'un avis technique ou d'une enquête spécialisée et bénéficier d'un classement en risque normal de l'AFAC.

II.2.2. Choix des matériaux

Les entrepreneurs ont la possibilité de proposer à l'Architecte des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualité au moins équivalente à ceux énoncés au CCTP. Ces éventuels changements de matériaux seront soumis, sur proposition du Maître d'Oeuvre, à l'accord préalable de la Maîtrise d'Ouvrage.

Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition du soumissionnaire.

Tous les matériaux utilisés seront neufs, de premier emploi et de première qualité.

Tous les matériaux ou ouvrages utilisés en produits finis devront être auto-protégés.

Les fers mis en oeuvre seront neufs et protégés par une couche anti-rouille révisée après leur pose.

Les matériaux préconisés au présent CCTP sont de marque et modèle constituant la base du marché.

L'expression "ou équivalent / ou similaire" reste toujours sous-entendue.

L'entrepreneur pourra proposer une autre marque de son choix, sous réserve du respect des caractéristiques suivantes :

- > Qualité de conception et de composition du matériau,
- > Avis techniques, essais, procès verbaux,
- > Durée de garantie du matériau.

En aucun cas, le matériau proposé par l'entrepreneur ne pourra être de qualité moindre que celui demandé.

Sauf spécification clairement définie, les teintes des matériaux laissés au choix du Maître d'œuvre s'entendent dans la gamme standard de fabrication du fabricant.

Les entrepreneurs devront produire, avant exécution ainsi qu'en oeuvre si besoin est, tous les échantillons de matériaux et exécuter tous les essais que l'architecte pourrait leur demander pour assurer la bonne marche du chantier et ceci sans indemnité.

Pour tous les corps d'état, les matériaux exigés seront de première qualité.

Tout matériau défectueux, de qualité inférieure ou de marque non conforme à la réglementation, sera refusé et si l'exécution de l'ouvrage est en cours, il pourra être exigé la démolition et son remplacement par des matériaux de choix, sans aucune indemnité.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**II.2.3. Documents écrits et graphiques**

- Chaque entrepreneur devra prendre connaissance du C.C.T.P. dans son intégralité.
- Les plans et le C.C.T.P. se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile; ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'oeuvre.
- Les entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'oeuvre les erreurs qui pourraient être constatées.
- Ils sont tenus de signaler par écrit au Maître d'oeuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le C.C.T.P. et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres ouvrages.
- Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du C.C.T.P. soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques de référence et aux décisions du Maître d'oeuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global et forfaitaire des marchés.

Il est précisé que la clause de priorité prévue au Cahier des prescriptions spéciales entre les plans et le C.C.T.P. n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au C.C.T.P. est formellement dû et vice versa.

II.2.4. Ouvrages non décrits explicitement

Le C.C.T.P. décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur.

Même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages tels que : façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints, habillages ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

II.3 - COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

II.3.1. Réserve, trémies, feillures, défoncés, percements.

- Dans les ouvrages en béton et en maçonnerie

L'entrepreneur de gros-oeuvre est tenu d'exécuter dans ses ouvrages et dans les ouvrages existants toutes les réserves, feillures, trémies, défoncés etc... nécessités tant par les travaux de son activité que par ceux des autres corps d'état.

A cet effet, les entrepreneurs des différents corps d'état devront remettre en temps utile leurs plans de trémies, passages, niches, feillures etc.

Ces plans comporteront obligatoirement

- les dimensions des réserves en cotes brutes,
- les implantations de ces réserves par rapport à des nus d'ouvrages au à des axes de référence.

Ces plans seront fournis à l'entrepreneur de gros-oeuvre qui devra reporter les indications qui y sont contenues sur ses propres plans d'exécution.

Toutes ces réserves seront exécutées sous la responsabilité de l'entrepreneur intéressé qui devra vérifier sur place qu'elles ont été correctement réalisées.

En cas de non observation des prescriptions précédentes les percements seront obligatoirement exécutés par l'entrepreneur de gros-oeuvre et sous sa responsabilité, mais aux frais de l'entrepreneur intéressé.

Dans le cas où des trous et scellements effectués après coup entraîneraient la dégradation d'un équipement ou d'un revêtement, les frais de reprise et raccords seront également à la charge de l'entreprise pour laquelle ces trous et scellements auront été exécutés.

- Dans les cloisons

Chaque entrepreneur réalise ses propres percements.

II .3.2. Scellements, rebouchages, calfeutremments.

Chaque entrepreneur doit assurer la mise en place de ses ouvrages, leur réglage et leur calage.

Dans les ouvrages en béton et maçonneries, tout scellement au mortier sera assuré par l'entreprise de gros-oeuvre, suivant tracé de l'entrepreneur concerné.

- Dans les cloisons, les scellements, rebouchages et calfeutremments seront effectués par l'entreprise intéressée avec des matériaux de même nature que la cloison.

Les raccords de scellement au droit des ouvrages en plâtre qui ne seraient pas correctement exécutés seront repris par l'entreprise du lot Plâtrerie à la charge du corps d'état Intéressé.

II.3.3.- Fourreaux

Dans tous les éléments de structure ou de cloisons, chaque entrepreneur doit la mise en place de fourreaux pour assurer le passage de ses canalisations.

Le scellement de ces fourreaux sera assuré comme indiqué à l'article précédent.

L'entrepreneur devra araser ses fourreaux à 25 mm des nus finis des ouvrages traversés et le calfeutrement entre fourreaux et canalisations sera assuré par produits du type Gainojac pour en assurer l'étanchéité. Ce produit devra être compatible avec les exigences

- * de stabilité dans le temps,
- * d'efficacité acoustique,
- * de comportement au feu.

II.3.4. - Incorporation d'éléments dans les structures en béton.

La fourniture et la mise en place d'éléments divers tels gaines, fourreaux, tubes, rails d'ancrage, douilles etc. avant coulage sont à la charge de chaque entrepreneur ainsi que la surveillance de leur bonne tenue au cours des opérations de coulage et de décoffrage, l'entreprise de gros-oeuvre devant apporter tous ses soins à la bonne conservation de ces éléments pendant toute la durée de ces travaux.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**II.3.5. - Incorporation d' huisseries métalliques.**

Les huisseries destinées à être incorporées dans les ouvrages en béton ou en maçonnerie seront approvisionnés sur le chantier par le titulaire du lot concerné. Elles seront mises en place par le titulaire du lot Gros-oeuvre.

II.3.6. - Traits de niveau.

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'entrepreneur de gros-oeuvre. Il sera reporté ou tracé à chaque étage autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité ou à incorporer au compte prorata.

L'entrepreneur veillera à ne pas tracer le trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements des futurs murs.

II.3.7. - Joints de dilatation

Les entrepreneurs devront tenir compte pour leurs ouvrages de toutes sujétions dues à la présence des joints de dilatation indiqués sur les plans.

II.3.8. - Socles

Les corps d'état concernés (plomberie, ascenseurs, chauffage et ventilation mécanique etc.) devront la fourniture au maçon des blocs de produits résiliants ou plots anti-vibratiles, à placer sous les massifs en béton armé. Ces produits ainsi que l'épaisseur du socle lui-même devront faire l'objet d'une étude détaillée par l'entreprise suivant contrat passé par elle-même avec un acousticien dont le nom sera soumis à l'approbation du Maître d'Oeuvre et du Maître d'Ouvrage.

II.3.9. - Performances d'isolation thermique, acoustique, d'étanchéité et de résistance au feu.

L'obtention de ces performances qui constitue une obligation contractuelle sera le fruit d'une coordination rigoureuse des études et de la mise en oeuvre impliquant pour l'ensemble des entreprises une parfaite connaissance du projet.

Cette obligation de résultat concerne non seulement les entreprises responsables des ouvrages visés par ces performances mais également celles qui mettent en oeuvre des éléments ou matériels s'incorporant à ces ouvrages.

III - CONTROLES**III.1. - Types de contrôle**

Outre les contrôles exercés par le Maître d'Oeuvre et l'organisme agréé auxquels le Maître d'Ouvrage fait appel, il est rappelé aux entreprises qu'il leur appartient d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'elles réalisent, conformément aux articles ci-après.

III.2. - Contrôle interne des entreprises

Les entreprises définiront le programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur chantier pour en assurer le respect et indiqueront le nom de la personne qui sera chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre. Ce programme devra être approuvé par le Contrôleur Technique.

Le contrôle interne, auquel sont assujetties les entreprises, doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit le degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché;
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ces fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser au exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations;
- Au niveau de la fabrication et de la mise en oeuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou Règles de l'Art;
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U., et les règles professionnelles, les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites, ou demandées par le Contrôleur Technique, le Maître d'Oeuvre ou un service administratif.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**III.3 - Essais sur matériaux et fournitures****III.3.1. - Généralités.**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour but de préciser les conditions dans lesquelles seront effectuées les différents essais sur matériaux et fournitures, ainsi que sur les ouvrages en place, à la charge et aux frais de l'entrepreneur, demandés par le Maître d'Oeuvre.

Sauf stipulation contraire précise, ne rentrent pas dans cette catégorie les essais exceptionnels effectués sur les ouvrages en place (chargement de pieu ou de plancher, par exemple), demandés en complément des essais courants dont les résultats laisseraient subsister un doute sur la qualité des ouvrages. Les frais de ces essais exceptionnels sont à la charge du Maître de l'Ouvrage si leur résultat est favorable à l'entrepreneur ou à la charge de l'entrepreneur si leur résultat lui est défavorable.

III.3.2. - Essais préalables sur échantillon.

Les essais seront effectués par un laboratoire ou un centre d'essais spécialisé agréé par le Maître de l'Ouvrage, en justification de la qualité des produits proposés à l'agrément du Maître d'Oeuvre.

Exceptionnellement, ce dernier pourra dispenser l'entrepreneur de ces essais s'il peut produire, en même temps que leur présentation, des résultats récents des mêmes produits, effectués pour une autre opération mais dans les mêmes conditions que cela est précisé ci-dessus.

III.3.3. - Essais en cours de travaux - cas général

Les essais seront exécutés dans les mêmes conditions que ci-dessus, pour la vérification de la conformité des produits livrés aux échantillons agréés.

Au démarrage ou au cours de l'exécution des travaux, le nombre et la fréquence de ces essais seront fixés par le Maître d'Oeuvre, cas par cas, par référence, chaque fois qu'il sera possible, aux règles fixées par les normes, documents techniques unifiés ou tous autres documents généraux.

L'entrepreneur donnera toutes instructions utiles au laboratoire ou à l'organisme chargé des essais pour que les procès-verbaux soient adressés dans les meilleurs délais aux personnes ou organismes suivants

- Le Maître d'Oeuvre,
- Le Contrôleur Technique,
- et pour information le Maître de l'Ouvrage.

Il constituera et tiendra à jour, dans les bureaux provisoires réservés au Maître d'Oeuvre, un dossier de tous les résultats d'essais effectués, à classer suivant le modèle de relevé récapitulatif pour chaque catégorie qui lui sera remis.

III.3.4. - Essais en cours de travaux - Cas particuliers

Sans qu'ils aient un caractère limitatif, ces essais sont précisés ci-après pour les cas les plus courants :

Remblais et couches de forme (planchers sur terre plein)

La nature et la fréquence des essais de contrôle de compactage du matériau dépendent de son classement :

- Mesure de la densité sèche "gamma d" par référence aux caractéristiques optimales (teneur en eau optimale et densité sèche optimale maximale) de l'essai Proctor modifié (OPM) pour les sols fins argileux avec un essai pour 300 m³ et un minimum de cinq essais par site pour une plate-forme générale.
- Mesure des modules de déformation EV1 et EV2 (essai de plaque mode opératoire C.T.2. du L.C.P.C.) pour les sols grossiers non argileux avec un essai pour 1.000 m² et un minimum de trois essais par site pour une plate-forme générale.

Remarques :

Dans le cas des fondations sur terrain mixte (déblai-remblai), les terrains en place feront l'objet d'un contrôle comme pour les remblais.

Pour les remblais d'une hauteur supérieure à 1,50 m, le contrôle de la mise en oeuvre sera complété par quelques essais aux pénétromètres statiques ($R_p > 10 \text{ MPa}$).

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**Béton (pour béton armé)**

Indépendamment des prélèvements demandés par le Contrôleur Technique pour des essais effectués pour son compte, l'entrepreneur aura à sa charge les prélèvements, la confection, la conservation, le transport des éprouvettes nécessaires aux essais de compression sur cylindres (diamètre 16 cm - Hauteur 32 cm) qui seront exécutés à son compte, par un laboratoire agréé par le Maître de l'ouvrage.

Outre les prélèvements et essais préalables à l'acceptation de la composition proposée, les prélèvements et essais en cours de travaux seront exécutés à la demande du Maître d'oeuvre, en sa présence ou de toute autre personne désignée par lui, à raison de 3 par mois pour des essais à 7 jours ou 28 jours (soit 3 éprouvettes par essai prélevées sur la même gâchée).

Les résultats devront être conformes aux résistances caractéristiques prises en compte dans les calculs, résistances qui doivent par ailleurs être précisées sur les plans.

Dans l'attente d'une norme fixant les règles de contrôle de la qualité des bétons, les conditions à satisfaire pour qu'un béton puisse être considéré comme atteignant la résistance caractéristique requise figurent dans l'instruction sur le contrôle de la qualité des bétons du 15 Janvier 1979. Le tableau ci-après indique, pour un chantier convenablement outillé et faisant l'objet d'un contrôle régulier, les deux conditions que doivent remplir simultanément les résultats de résistance à la compression à 28 jours mesurée sur trois éprouvettes cylindriques de 200 CM³ de section et d'une hauteur double du diamètre de la section.

VALEUR CARACTERISTIQUE	20		25		30	
FC28 en MPa						
ORIGINE DU BETON	1	2	1	2	1	2
MOYENNE ARITHMETIQUE	21,5	24	26,5	29	32,7	36
TROIS RESULTATS EN MPa						
VALEUR MINIMALE DES	16,5	19	21,5	24	27	36
3 RESULTATS EN MPa						

1= Béton fabriqué en usine

2= Béton fabriqué sur chantier.

En cas de résultats insuffisants, le Maître d'Ouvre pourra prescrire des essais supplémentaires et/ou des vérifications "in situ" par sondages au scléromètre. Ces essais et/ou vérifications seront à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas d'essais plus poussés, très onéreux, il sera fait application de la clause relative aux frais des essais exceptionnels précisée dans les généralités, sauf si les premiers résultats se sont révélés insuffisants.

En cas d'hétérogénéité constatée des matériaux approvisionnés, le Maître d'Ouvre pourra, par ailleurs, prescrire des essais simples mais fréquents d'identification du matériau pour s'assurer du respect de l'homogénéité désirée.

Sondages au pachomètre

Ces sondages, effectués par un opérateur qualifié (en principe un représentant du Contrôleur Technique) seront à la charge de l'entrepreneur, à raison d'une vacation d'opérateur de 3 heures par mois.

Ils porteront sur toutes les parties d'ouvrages, quels qu'il soient, désignés par le Maître d'Ouvre, pour vérifier :

- la position des armatures,
- l'épaisseur d'enrobage de béton.

Ils porteront, par exemple, sur les éléments en porte-à-faux (dalles de balcons) et les parements exposés aux intempéries (poutres formant bandeau en façade, voiles extérieurs, éléments préfabriqués etc... Cette énumération n'a pas de caractère limitatif.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**Briques creuses**

Les essais seront ceux prévus par la Norme NF P13-310, à savoir, notamment :

- les essais d'éclatement,
- les essais à la compression,
- les essais d'absorption d'eau,
- les essais de dilatation conventionnelle à l'autoclave,
- les essais de gélivité.

Ces essais en cours de travaux seront exécutés à la demande du Maître d'oeuvre, à raison d'une vérification tous les deux mois, pendant la période des livraisons sur le chantier. Une plus grande fréquence pourra être imposée en cas d'hétérogénéité constatée sur le chantier.

Blocs de béton manufacturés

Les essais seront prévus par les Normes NF P 14-301 (Béton de granulats lourds) et 14-304 (Béton de granulats légers).

La fréquence de ces essais sera la même que dans le cas des briques.

Pierres calcaires

Les essais seront ceux prévus par les normes, à savoir, notamment :

- B10-513 - Essais de gélivité
- B10-502 - Mesure de l'absorption d'eau par capillarité
- B10-503 - Mesure de la porosité, de la masse volumique réelle et de la masse volumique apparente,
- B10-509 - Essai de compression.

La fréquence de ces essais sera la même que dans le cas de briques, à l'exception de l'essai de gélivité, qui ne sera fait qu'une seule fois, sur l'une ou l'autre des premières livraisons, sauf dans le cas de résultats insuffisants ou de livraisons hétérogènes, auxquels cas de nouveaux essais seraient effectués.

Menuiseries extérieures

Les essais seront ceux prévus par les Normes NF P 20-501 (Technique des essais) et 20-302 (caractéristiques des fenêtres), à savoir notamment :

- Les essais de résistance au vent
- Les essais de perméabilité : à l'air, à l'eau,
- Les essais de résistance mécanique : au voilement, dans le plan des vantaux, des pivots et paumelles,
- Les essais d'endurance.

Ces essais en cours de fabrication seront exécutés, à la demande du Maître d'Oeuvre, à raison d'une vérification par lot de 300 unités du même type. Si le restant d'une série de même type est égal ou inférieur à 20, il est incorporé au dernier lot. Dans le cas contraire, il est considéré comme un lot.

Dans le cas d'une fourniture totale inférieure à 300 unités, il sera fait un seul essai, si elle ne répond pas aux conditions de l'article "Essais préalables sur échantillons".

Toitures - Terrasses

Si le projet en comprend, il sera effectué à l'achèvement des travaux, une épreuve d'étanchéité par terrasse qui sera sanctionnée par un procès-verbal.

Bois de construction & d'aménagement :

Les bois éventuellement mis en œuvre lors de la rénovation respectent l'arrêté du 2 Juin 2003 et sont d'essence naturellement durable, sans traitement préventif, pour la classe de risque concernée (à défaut, ils sont traités par un produit certifié CTB P+ adapté à la classe de risque)

Nota important : les entreprises devront impérativement transmettre les taux et valeurs des émissions de COV et formaldéhyde pour au moins 50% (en surface) des produits mis en œuvre lors de la rénovation en contact avec l'air intérieur, hors peintures et vernis

III.4 - Essais de fonctionnement des installations

Ces essais porteront sur les installations suivantes

- Chauffage,
- Ventilation mécanique contrôlée,
- Plomberie,
- Electricité,
- Ascenseurs et monte-charge,
- Réseaux d'alimentation en eau,
- Réseaux d'évacuation,
- Portes automatiques de garages,
- Antennes collectives,
- Portes électroniques d'immeuble,
- Fluides spéciaux.

Cette liste établie par le COPREC en accord avec les assureurs fait l'objet du "Document Technique COPREC N° 1 de décembre 1982" et est parue au supplément spécial n° 82-51 bis du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 17 Décembre 1982.

Les procès-verbaux types des essais devront être adressés par les entrepreneurs concernés au Contrôleur Technique en temps voulu pour que ce dernier puisse établir avant la réception, dans le cadre de sa mission, son rapport de fin de travaux destiné au Maître d'Ouvrage et aux Assureurs.

III.5 - Essais d'isolation acoustique

Des essais permettant de vérifier la conformité des ouvrages aux prescriptions du Règlement de construction en matière d'isolation acoustique sont réalisés en deux temps ; une première série d'essais est obligatoirement effectuée dans le bureau témoin et, s'il en existe, dans les bureaux contigus après mise en place des cloisons, doublages isolants, menuiseries extérieures et leur vitrage, portes intérieures, colonnes montantes et radiateurs de chauffage, revêtements de sol. Ces essais sont faits le plus tôt possible et au plus tard au moment de la présentation des ouvrages témoins. Les défauts éventuellement constatés sont immédiatement corrigés pour l'ensemble des ouvrages exécutés ou à exécuter.

Une deuxième série d'essais est obligatoirement effectuée en fin de travaux avant la réception, celle-ci n'étant prononcée que sur présentation d'un procès-verbal attestant de résultats satisfaisants.

Ces essais sont confiés au spécialiste qui a fait l'examen préalable du dossier. L'échantillonnage des bureaux à tester et des mesures à effectuer sont ceux prévus par les textes réglementaires relatifs au "Label Confort Acoustique".

Les frais afférents aux essais sont à la charge du mandataire commun ou de l'entreprise Générale.

III.6 - Contrôleur Technique

Dans le cadre de la Loi du 4 Janvier 1978, il est rappelé que le Maître d'Ouvrage fait appel à un organisme spécialisé désigné dans le présent C.C.T.P. sous le terme général de « Contrôleur Technique » .

L'entrepreneur est tenu de soumettre au Contrôleur Technique, avant exécution, ses plans, études et calculs, et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de celui-ci.

L'entrepreneur est tenu de laisser à tout moment les représentants du Contrôleur Technique pénétrer sur le chantier le visiter et leur permettre tout contrôle, prélèvement d'échantillons, examens de plans etc.

IV - ETUDES ET PLANS D'ENTREPRISE

Les prix de l'entreprise comportent la fourniture et la mise à jour, en fonction des délais arrêtés par le calendrier détaillé d'exécution, des études techniques et plans spécialisés propres à tous les corps d'état, plans d'ensemble à l'échelle de 2 cm/m, coupes et détails à l'échelle de 5 ou 10 cm/m, dont l'acceptation est soumise à l'avis du Maître d'oeuvre et du Contrôleur Technique.

Pour apprécier ces documents, le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de demander à l'entrepreneur la liste complète des matériaux, matériels, appareillages et, fournitures diverses qu'il envisage d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les caractéristiques techniques détaillées et l'adresse des fabricants et constructeurs retenus pour chacun des matériaux et matériels.

Les notes de calculs et plans sont établis pendant la période de préparation qui suit l'ordre de service d'ouverture du chantier, sous la direction du Maître d'Oeuvre. Après modifications éventuelles et agrément du Maître d'oeuvre, les différents plans sont reproduits, par les entreprises en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire, notamment pour diffusion aux autres entrepreneurs concernés.

Préalablement à la réception, les entrepreneurs doivent remettre au Maître d'Oeuvre et au Maître d'Ouvrage, un exemplaire définitif de ces plans, accompagnés des notices techniques d'utilisation, de conduite et d'entretien, et la nomenclature des appareillages mis en oeuvre dans les installations avec mention de leur marque, type, référence, pour constituer le dossier d'archives et de maintenance de l'immeuble.

Devront également être joints à ces dossiers, les divers certificats de conformité technique et procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations : résistance au feu, isolation thermique, normes N.F., spécifications U.T.E., C.O.N.S.U.E.L., classements et labels, certificat attestant des qualités d'eau potable etc.

V - IMPLANTATION

V.1. - Repères d'implantation et de nivellement

L'entrepreneur de gros-oeuvre doit assurer l'établissement de repères fixes de planimétrie et de nivellement rattachés au niveau N.G.F. Il devra faire procéder à la mise en place de ces repères, à ses frais et sous sa responsabilité par un géomètre expert agréé par le Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur de gros-oeuvre devra assurer le maintien en bon état de ces repères pendant toute la durée du chantier.

V.2. - Implantation des bâtiments

A partir de ces repères invariables, l'entrepreneur de gros-oeuvre doit assurer l'implantation des constructions au moyen de chaises, piquets maçonnés, bornes, établis en dehors de l'emprise des bâtiments. Les erreurs de cotes et d'altitudes que les opérations d'implantation pourraient révéler doivent être immédiatement signalées au Maître d'oeuvre en vue d'apporter les modifications nécessaires au bon déroulement du chantier.

L'entrepreneur de gros-oeuvre devra en outre assurer la liaison avec les différentes administrations, ainsi que les organismes chargés des V.R.D., afin de vérifier que les alignements, cotes de raccordements des V.R.D., voies, égouts, et fluides divers sont compatibles avec les implantations qu'il réalise.

V.3. - Procès verbal d'implantation

Sans objet pour la présente opération.

VI - PRESCRIPTIONS DU CHANTIER

VI.1. - Réception préalable du bâtiment existant, des abords et voiries

Pour les parties existantes du bâtiment livrées en parfait état de propreté avec libération (enlèvements des meubles meublant par l'exploitant) des locaux cités dans l'emprise des travaux du projet. Pour les abords, livrés en parfait état de propreté en principe au niveau du terrain naturel initial et pour les voiries déjà exécutées, un procès-verbal de prise en charge dresse l'état des lieux qui est remis à l'entrepreneur à l'ouverture du chantier.

Ce procès-verbal est établi à partir d'un constat d'huissier à la charge de l'entrepreneur qui porte notamment sur l'état des immeubles environnants.

VI.2. - Utilisation et entretien des voies

Les Itinéraires poids lourds et engins de chantiers, tant pour les approvisionnements que pour l'évacuation des déblais, sont imposés par le Maître d'oeuvre en fonction des impératifs de l'aménagement du terrain.

L'entrepreneur a à sa charge l'établissement et l'entretien, sur les voies ouvertes à la circulation au droit des entrées et sorties du chantier, de la signalisation routière indispensable. A sa charge aussi le nettoyage des abords et chaussées de part et d'autre du chantier.

Tout manquement de l'entrepreneur à ces obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 Heures :

- la fermeture des accès de chantier
- le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du Maître d'Ouvre, aux frais et dépens de l'entrepreneur.

VI.3.- Libération des emprises du chantier et remise des voiries

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, l'entrepreneur procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition.

La libération des abords et la remise à la circulation des voies publiques feront l'objet d'un procès-verbal de constat d'état des lieux contradictoirement entre l'entrepreneur, le Maître d'Ouvre et le Maître d'Ouvrage. L'entrepreneur est financièrement responsable de toute dégradation intérieure.

VI.4.- Gardiennage et clôture de chantier

L'entrepreneur assure l'éclairage et le gardiennage de ses chantiers ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure, en particulier Il fait établir les clôtures nécessaires à la protection du chantier et des tiers, veille à leur entretien, fait afficher d'un façon très apparente les avis d'interdiction de pénétrer sur le chantier.

La totalité de l'emprise du chantier devra être close tant en limite du domaine public qu'en limites privatives.

VI.5.- Panneaux de chantier

L'affichage publicitaire de l'entrepreneur est interdit sur le chantier sauf sur le panneau commun prévu au décret n° 79.492 du 13 Juin 1979., Ce panneau sera strictement conforme au modèle imposé par le Maître d'Ouvrage.

VI.6.- Réseaux d'assainissement

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur du lot plomberie doit prendre toutes dispositions pour assurer la protection des réseaux d'assainissement en exploitation dans l'emprise de son chantier, (maintien des tampons sur les regards, entretien des points d'engouffrement).

Le raccordement des réseaux propres aux bâtiments avec le réseau public se fera sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, à condition que les réseaux intérieurs possèdent tous leurs équipements définitifs.

L'entrepreneur assure l'entretien du réseau jusqu'à la fin du chantier.

VI.7.- Bruits de chantier

La proximité des locaux d'habitation conduit à limiter l'importance de l'ensemble des bruits à 70 dB (A) aux limites du chantier. Seul l'emploi d'engins à moteur thermique insonorisé est autorisé.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**VI.8.- Nettoyage au cours du chantier**

Sauf décision contraire de l'entrepreneur général ou mandataire, chaque corps d'état ou chaque lot doit le nettoyage du chantier pour chaque poste de travail et l'acheminement de ses gravois et détritux suivant les dispositions du SOGED "tri et retraitement des déchets" jusqu'aux bennes mises en place par le lot 1, qui en assure l'évacuation aux décharges publiques.

Au cas où ces nettoyages ne seraient pas exécutés, les travaux seront faits par un tiers à la demande du Maître d'Oeuvre aux préjudices et frais de l'entrepreneur, après lettre de mise en demeure.

VI.9.- Protection des ouvrages

Chaque corps d'état est normalement responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements, il doit donc en assurer leur protection. Les matériaux de protection (film plastique, cartonnage) seront enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur et évacués à ses propres frais.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements qui s'avèreraient nécessaires jusqu'à la réception des bâtiments.

VI.10. - Alimentation de chantier

L'entrepreneur du lot 1

- Prend toutes les mesures utiles pour assurer, à ses frais, et en fonction des besoins du chantier TCE, l'alimentation du chantier en fluides.
 - * Eau,
 - * Electricité,
 - * Téléphone,
- Réalise tous les ouvrages provisoires nécessaires à l'alimentation du chantier,
- Ne peut prendre prétexte de difficultés d'alimentation pour justifier d'un retard sur les délais.

VI.11 - Pré-chauffage

- Pour l'exécution de certains travaux en conformité avec les règles de l'Art et les Documents Techniques,
- Pour la bonne conservation des ouvrages exécutés et de leurs équipements jusqu'à la réception,
- Pour certains essais,

Le mandataire commun ou l'entreprise générale est tenu de réaliser, si besoin, le pré-chauffage des bâtiments. Il doit faire toute diligence en temps utile de façon à obtenir tous les fluides nécessaires, provoquer la signature, par le Maître d'Ouvrage, des contrats provisoires ou définitifs de branchements et d'alimentation.

Les frais correspondants sont supportés par l'ensemble des Entrepreneurs proportionnellement au montant de chaque lot

VI.12. - Déclaration d'intention de travaux

Conformément à la Circulaire du 30 octobre 1979 (J.O. du 4 Novembre 1979) "Etablissement d'un formulaire type pour les déclarations d'intention d'ouverture d'un chantier pouvant affecter les installations appartenant à des services publics" les entrepreneurs sont tenus avant tous travaux d'adresser leur déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations au établissements (P.T.T., Gaz de France, E.D.F., service des eaux, etc... suivant le modèle mis au point par l'administration (CERFA N° 900047).

VII - DEPENSES D'INTERET COMMUN

La répartition des dépenses communes de chantier est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation et de frais de chantier.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**VII.1.- Dépenses d'investissement**

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau ci-après, sont réputées rémunérées par le prix du marché conclu avec l'entrepreneur qui est chargé de l'exécution du lot indiqué dans la dernière colonne du dit tableau.

- Branchement d'eau	LOT 1
- Etablissement des clôtures et panneau de chantier	LOT 1
- Installation d'éclairage	LOT 1
- Installations communes de sécurité et d'hygiène (w.c, vestiaires, réfectoires)	LOT 1
- Installation de gardiennage et du local mis à la disposition du Maître d'oeuvre	LOT 1
- Installation d'électricité et du téléphone	LOT 6
- Réseau provisoire intérieur d'eau y compris son raccordement	LOT 1
- Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par le bâtiment	LOT 7
- Réseau provisoire intérieur d'électricité y compris son raccordement	LOT 6

VII.2.- Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par le prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent en outre au titulaire du lot 1

- Les charges temporaires de voirie ou de police,
- Les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments et accès, ainsi que les frais de service de garde des clés des locaux,

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée,
- Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'Oeuvre, sur proposition de l'entreprise de LOT 1,
- Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura détériorées ou salies,
- L'entreprise de LOT 1 a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques et.

VII.3.- Dépenses de consommation

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été Individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminés, les dépenses indiquées ci-après :

- Frais d'entretien et de nettoyage de la base vie
- Consommation d'eau et d'électricité,
- Chauffage du chantier, s'il y a lieu,
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre, et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
- l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert,
- les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé,
- la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**VII.4.- Compte prorata****DEPENSES COMMUNES - COMPTE PRORATA**

Les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata seront traités selon les dispositions du CCAG -norme NF P 03-001. À défaut de dispositions similaires dans la réglementation des marchés publics, ces marchés seront traités selon le Chapitre 14 de la norme susvisée.

Il est rappelé, à ce sujet, les dispositions du CCAG - norme NF P 03-001, dont notamment les articles suivants :DéfinitionLorsque plusieurs entrepreneurs, ayant ou non un lien juridique entre eux, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, certains d'entre eux sont amenés à exposer des dépenses dans l'intérêt commun.

Ces dépenses sont couvertes par le prix du marché.

Imputation:

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif.

Le compte spécial dit " compte prorata ", géré par le lot 1 et réglé comme il est dit ci-dessous.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Le cahier des clauses administratives particulières peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, sont fournies par le maître d'ouvrage.

Gestion et règlement du compte prorata:

Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C du présent cahier des clauses administratives générales.

Si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

Dans le mois qui suit la date limite de remise du mémoire définitif au maître d'œuvre, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse à ce dernier une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata.

Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif adressé au maître d'ouvrage :

- Soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata ;
- Soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

Convention établie par l'OGBTPL'OGBTP a établi en 1995 une " Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata « .

Les dispositions de cette convention ont été reprises pour l'essentiel dans le CCAG - norme NF P 03-001 susvisée.

Les entrepreneurs pourront opter pour les dispositions de cette convention en place des dispositions du chapitre 14 du CCAG - norme NF P 03-001, sous réserve qu'elle n'entraîne aucune incidence financière supplémentaire pour le maître d'ouvrage

IX - CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE

Dans la description des travaux qui va suivre, le Maître d'oeuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs soumissionnaires sur la nature des travaux à effectuer, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le titulaire du lot devra exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour le parfait achèvement de ses travaux.

En conséquence, l'entrepreneur titulaire du lot ne pourra jamais arguer que des erreurs ou des omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur les prix.

Tous les documents remis à l'entrepreneur pour l'exécution de ses travaux doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution il devra donc signaler au Maître d'Oeuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la nature des ouvrages, l'observation des règles de l'Art et les objections qu'il lui paraîtrait devoir faire.

CCTP - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**X - SÉCURITÉ DU CHANTIER**

L'entreprise se conformera aux directives indiquées par le coordonnateur sécurité. L'offre de l'entreprise devra intégrer le coût des dispositions rendues nécessaires.

Le Maître d'Ouvrage désignera la personne chargée de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article L.2354 de la dite loi.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que les entreprises et leurs sous-traitants devront lui fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission et notamment devront:

- Visiter le chantier avec le coordonnateur, préalablement à l'établissement de leur PPSPS.
- Participer aux réunions de coordination avec le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS.
- Établir pendant la période de préparation du chantier, des Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la Santé (PPSPS).
- Remettre leurs PPSPS au coordonnateur en autant d'exemplaires que nécessaire (l'entreprise de maçonnerie ou du lot principal ou exécutant des travaux à risque particuliers, devra transmettre au coordonnateur sécurité les exemplaires de son PPSPS nécessaires à la diffusion aux autres entreprises, en autant d'exemplaires que de lots définis au dossier d'appel d'offre).
- Adresser leurs PPSPS à l'inspecteur du Travail, la Caisse Régionale d'Assurance Maladie, et l'OPPBTP après avis du Médecin du travail et de le tenir à disposition sur le chantier.
- Adresser au coordonnateur sécurité les éléments prévus au PGC pour gérer les accès sur le site
- Tenir compte des indications notées sur le registre journal.
- Avant la réception des travaux remettre au CSPS les documents permettant de constituer le D.I.U.O

XI - SOUS-TRAITANCE

Toutes les entreprises devront impérativement déclarer leurs sous-traitants et faire la demande d'accord auprès du Maître d'Ouvrage.

Préalablement à leurs interventions sur le chantier, elles auront l'obligation de mettre à jour l'ensemble des pièces administratives nécessaire à l'acte de sous-traitance, sous peine d'exclusion immédiate du chantier.

XII - CONTENU DES DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Toutes les entreprises devront impérativement transmettre aux bureau de contrôle, C.SPS et Maîtrise d'Oeuvre leur Dossier des Ouvrages Exécutés comprenant :

- L'ensemble des fiches techniques des matériaux / matériels mis en oeuvre,
- Références / teintes des matériaux / matériels mis en oeuvre,
- PV de classement,
- PV d'essais et de contrôle,
- Fiches d'auto-contrôle,
- Note de calcul et d'atelier,
- Plans de récolement,
- Schémas d'armoire (Lot « Electricité »),
- Documents pour DIUO,

XIII - INTERVENTION « EN SITE OCCUPÉ »

LA MAITRISE D'OUVRAGE ATTIRE L'ATTENTION DES ENTREPRISES SUR LE FAIT QUE L'ENSEMBLE DES TRAVAUX SERONT REALISES EN SITE OCCUPE ET QUE L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ET DES ACTIVITES DES SERVICES DE METEO FRANCE SERONT MAINTENUES. EN EFFET, LE CENTRE METEOROLOGIQUE DOIT RESTER OPERATIONNEL ET LES ENTREPRISES DEVRONT COHABITER AVEC DES AGENTS EN ACTIVITE 7 JOURS SUR 7. UN PLAN DE PREVENTION DEVRA DE CE FAIT ETRE ETABLI PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT ET SERA OPPOSABLE AUX ENTREPRISES INTERVENANT SUR LE SITE. CE PLAN DE PREVENTION VIENDRA EN COMPLEMENT DU PLAN GENERAL DE COORDINATION(PGC) ETABLI PAR LE COORDONATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (C.SPS) DESIGNÉ PAR LE MAITRE D'OUVRAGE POUR CETTE OPERATION. DE PLUS, AUCUN STOCKAGE DE MATERIAUX / MATERIELS NE DEVRA ENCOMBRER LES CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES ET LES LIVRAISONS DEVRONT IMPERATIVEMENT ETRE ORGANISEES EN DEHORS DES HEURES D'ARRIVEE / DEPART DU PERSONNEL. ENFIN, TOUS TRAVAUX SUJETS A DESAGREMENT (BRUIT, POUSSIÉRES, ...) DEVRONT FAIRE L'OBJET D'UNE PLANIFICATION SPECIFIQUE AVEC AUTORISATION PREALABLE DU MAÎTRE D'OUVRAGE ET DU MAÎTRE D'OEUVRE.

XIV - DISPOSITIONS SPECIFIQUES D'INTERVENTION

Les entreprises devront impérativement prendre en compte et intégrer dans l'ensemble des prestations de la présente opération, les éléments suivants :

- Le candidat est réputé avoir une parfaite connaissance du site, de ses contraintes d'accès relatives aux mesures de police applicables sur l'aéroport Napoléon Bonaparte et sur l'emprise des installations extérieures rattachées suivant l'arrêté Préfectoral en vigueur et du caractère "en activité 7j/7" du site, ainsi que des accès restreints à certaines zones (Parc instrument, aérogare),
- les zones non concernées par les travaux sont strictement interdites aux entreprises,
- Aucun déchet, résidu d'intervention ni gravats ne peuvent être laissés sur place, ni brûlés. Ainsi, l'ensemble des déchets produits doivent impérativement être évacués régulièrement vers une décharge autorisée (Risques d'envol de matériaux et de poussières sur les pistes de l'aéroport Napoléon Bonaparte,)